



Monsieur Bruno Le Roux
Président du groupe SRC à l'Assemblée nationale
126 rue de l'Université
75007 Paris

Paris, le 8 janvier 2013

Monsieur le président,

Avec la victoire de la gauche, la réindustrialisation de la France est devenue une priorité nationale. A double titre: c'est un levier majeur pour la création d'emplois sur tous nos territoires, de métropole (y compris ruraux) et d'outremers; c'est une opportunité offensive dans la transition vers un nouveau modèle de développement. Le renouveau de la politique industrielle, triste oubliée des politiques publiques depuis trop longtemps, exige une volonté et des outils nouveaux. La création du ministère du Redressement productif, la mise en place de la Banque publique d'investissement, le Pacte de compétitivité – entre autres – y participent.

Nous souhaitons que le groupe SRC à l'Assemblée Nationale et le groupe socialiste au Sénat proposent au Premier ministre et au gouvernement un grand débat national sur la réindustrialisation, l'avenir des filières françaises et la stratégie de croissance de notre pays. L'enjeu nous semble largement mériter un tel débat : il s'agit de donner aux Français davantage de visibilité sur notre avenir commun et sur nos priorités.

Le cercle vertueux de la réindustrialisation durable reste à enclencher. La BPI doit encore faire les preuves de sa force de frappe et de sa réactivité. Le Pacte de compétitivité se résume trop aisément à sa mesure la plus concrète, le crédit d'impôt compétitivité emploi - mesure d'urgence qui fait passer au second plan les stratégies de moyen terme indispensables. Les chocs industriels emblématiques comme celui d'ArcelorMittal à Florange ou de PSA à Aulnay portent atteinte au crédit de l'action publique. Plus largement, nous devons prendre acte du fait qu'il est vain d'espérer le retour à une croissance forte que nous ne connaissons plus : au contraire nous devons adapter et penser notre appareil productif dans le cadre d'une croissance faible de longue durée.

Le message doit dorénavant être sans équivoque : mobilisation générale pour la réindustrialisation durable, au service de l'emploi !

Pour réussir, plusieurs conditions doivent selon nous être réunies :

- Prendre en compte la dimension européenne du redressement productif afin de ré-outiller au bon niveau les pouvoirs publics. A cet égard, l'organisation en France

d'une conférence pour la croissance et l'emploi en Europe avec l'ensemble des groupes parlementaires socialistes et sociaux démocrates pourrait être utile.

- Mieux structurer les filières industrielles, réunissant des entreprises de toutes tailles, et notamment des PME renforcées avec des conditions de financement facilitées dans le cadre de la création de la BPI et de la réforme bancaire;
- Doter chacune de ces filières de capacités d'anticipation et d'éclairage partagé de leur avenir ;
- Bâtir un appareil de formation initiale et tout au long de la vie en phase avec les besoins de l'économie française ;
- Renforcer notre capacité d'innovation, particulièrement orientée vers la réussite de la transition environnementale, la mutation écologique de nos industries et les secteurs d'avenir (numérique, biotechnologies, etc.), en faisant la part belle à l'énergie et aux talents des jeunes sur tout le territoire et en utilisant davantage qu'aujourd'hui la commande publique comme levier ;
- Etablir un plan d'investissement et de développement de l'économie verte qui détermine les filières dans lesquelles la France vise l'excellence ;
- Identifier et exploiter les perspectives économiques ouvertes par la transition énergétique pour l'industrie et l'artisanat.
- Approfondir et encourager les démarches de colocalisation de la production avec les pays du Sud, notamment de la Méditerranée.

Après 10 ans de course au dumping social prônée par la droite, nous devons porter un discours très clair sur le fait que l'amélioration de notre compétitivité hors coût de notre industrie, ainsi décrite (qualité des produits, innovation, design, R&D, positionnement sur les secteurs d'avenir, etc.), est décisive, quand la droite voudrait ne parler que du coût du travail.

Nous estimons également nécessaire d'ouvrir sereinement le débat sur la participation de l'Etat au capital des entreprises. Que fait l'Etat actionnaire là où il est déjà présent? Qui décide et contrôle ? Comment utiliser les 84,4% détenus par l'Etat au capital d'EDF pour impulser la transition énergétique? A quoi servent les 15% de l'Etat dans le capital de Renault, entreprise qui délocalise de plus en plus ? Quand peut-on et doit-on nationaliser? Pour prévenir, transmettre ou réanimer ? Autant de questions dont nous devons nous saisir et que nous devons partager avec les citoyens. Autant de questions dont nous voulons débattre avec nos partenaires de la gauche comme avec l'opposition. Confrontons les projets et les réponses. La démocratie s'en portera mieux et les Français jugeront le sérieux des uns et des autres.

Nous voulons ardemment la réussite en 2013 du Pacte proposé en novembre par le gouvernement, car nous avons été élus pour que la compétitivité et la croissance soient au rendez-vous, mises au service de l'emploi. **Les parlementaires socialistes sont dans leurs territoires au premier rang des batailles pour la survie et le développement de nos industries, au côté des collectivités.** Leurs expériences sont précieuses, comme peuvent être utiles leurs témoignages et leurs initiatives. Nous sommes également au premier rang de celles et ceux qui veulent en finir avec l'image d'un pays qui ne soutient pas les créateurs économiques. Le redressement productif passera par un discours clair sur le rapport que nous voulons entretenir avec les vrais entrepreneurs et en luttant contre les seuls spéculateurs.

La réussite de la France, le redressement productif et la transition vers un nouveau

modèle de développement sont le défi du quinquennat. Ils nous semblent mériter un débat national.

Nous sommes à votre disposition pour proposer en ce début d'année des modalités efficaces pour organiser un tel débat, stimulant et mobilisateur, qui ait un effet d'entraînement sur le pays tout entier.

Pour être durable, notre action doit devenir plus collective et plus offensive en 2013. C'est particulièrement vrai sur le terrain de l'économie et de l'emploi.

Nous vous prions d'accepter l'assurance de nos sentiments les plus amicaux.

Pour la Gauche durable, Christian PAUL, Laurence ROSSIGNOL, Pervenche BERES, Daniel GOLDBERG, Chaynesse KHIROUNI, Olivier DUSSOPT, Dominique POTIER, Barbara ROMAGNAN, Gwenegan BUI, Philippe BAUMEL, Geneviève GAILLARD, Claude DILAIN